CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

QU'EST-CE QUE LE NÉOLIBÉRALISME ?

Samir Amin, Giovanni Arrighi, François Chesnais, David Harvey, Makoto ITOH, Claudio Katz

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2006/2 n° 40 | pages 12 à 23

ISSN 0994-4524
ISBN 9782130556756

Article disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2006-2-page-12.htm

Pour citer cet article :

Samir Amin *et al.*, « Qu'est-ce que le néolibéralisme ? », *Actuel Marx* 2006/2 (n° 40), p. 12-23.
DOI 10.3917/amx.040.0012

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.
© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

QU'EST-CE QUE LE NÉOLIBÉRALISME ?

discussion avec Samir AMIN, Giovanni ARRIGHI, François CHESNAIS, David HARVEY, Makoto ITOH, Claudio KATZ,

Avant de faire place à la démarche de chacun sur le thème du dossier, Actuel Marx a voulu amorcer le débat en posant aux intervenants (et à deux autres invités, japonais et argentin) les questions les plus simples et directes. Elles concernent la nature du néolibéralisme, sa relation au capitalisme et à l'impérialisme, les inspirations théoriques, les contradictions et les possibilités de dépassement. Elles cherchent à clarifier les enjeux principaux, à faire surgir les convergences et, peut-être, à faire apparaître certains écarts de points de vue…

Actuel Marx (A.M.) : Employez-vous le terme « néolibéralisme » dans vos travaux ? Que signifie-t-il pour vous ? Quelle relation avec la mondialisation ?

Giovanni Arrighi (G.A.) : La meilleure manière de comprendre le néolibéralisme est d'y voir une composante de ce qu'on peut appeler la « mondialisation idéologique » [*Arrighi emploie le terme anglais « globalisation »*], par opposition à la « mondialisation structurelle ». Cette dernière renvoie à la progression historique de l'intégration mondiale : économique et sociétale. Il s'agit d'un processus, qui à travers des hauts et des bas, est en marche depuis des siècles ou même des millénaires. De ce fait, cette mondialisation structurelle a précédé l'apparition du capitalisme (émergence financière et autre), en tant que formation de portée historique. À l'inverse, la mondialisation idéologique renvoie à la combinaison particulière de prescriptions politiques qui fut mise en avant autour de 1980, comme conséquence nécessaire d'un progrès majeur de la mondialisation structurelle.

A.M. : Le terme de néolibéralisme renverrait donc aux prescriptions politiques de la mondialisation. Mais avec quels contenus ?

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

G.A. : Il s'agit de deux prescriptions, distinctes quoique liées : au plan national, la liquidation du *New Deal* aux États-Unis et de l'État providence en Europe occidentale, et, au plan international, la liquidation des États tournés vers le développement dans le Tiers (et Second)-Monde. Ainsi compris, le néolibéralisme est une variante des doctrines « favorables au capital » qui tendent à devenir dominantes dans les phases financières d'expansion du capitalisme. Comme ses variantes antérieures, le néolibéralisme tend à l'établissement d'un environnement favorisant l'accumulation du capital par le biais du prêt, de l'emprunt et de la spéculation financière, plutôt que par l'investissement dans le commerce et la production.

A.M. : Comment faire la part des politiques et de l'idéologie ?

Makoto Itoh (M.I.) : En matière de politique économique, le néolibéralisme repose sur une vague de fond idéologique depuis le début des années 1980. Il se fonde sur la croyance que les principes du marché libre et compétitif conduisent à l'ordre économique le plus efficient et rationnel. L'amenuisement des divers rôles de l'État, par le biais de la privatisation des entreprises et des coupes opérées dans les politiques de protection sociale, est typique des politiques néolibérales. Le néolibéralisme s'en prend aux syndicats, avec pour objectif d'accroître la liberté des affaires. Il ne constitue pas simplement une réponse à l'échec du keynésianisme ; il repose également sur certains changements dans les fondements matériels de l'économie capitaliste permis par les techniques de l'information, qui contribuent à la revitalisation de l'économie capitaliste, en particulier dans le domaine financier. Le néolibéralisme constitue fondamentalement un renversement des tendances à l'œuvre dans le capitalisme depuis la fin du XIXe siècle. Celles-ci visaient à la régulation du libre marché concurrentiel dans trois domaines : 1) la formation du capital monopoliste, 2) la croissance des syndicats, et 3) l'intervention croissante de l'État, dont les formes successives ont été l'impérialisme, sa stabilisation dans le système du monde de la guerre froide, le keynésianisme et l'État providence.

A.M. : Certains d'entre vous préfèrent parler de mondialisation plutôt que de néolibéralisme. Pour quelles raisons faudrait-il douter de la pertinence analytique de la notion de néolibéralisme ?

François Chesnais (F.C.) : Une nouvelle période dans l'histoire du capitalisme

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

s'est ouverte, que j'ai nommée la « mondialisation du capital ». L'un des traits majeurs en est la place dominante acquise par *la finance,* c'est-à-dire le capital de placement qui se valorise en extériorité à la production, sans sortir de la sphère des marchés de titres (obligations et actions) mais en captant la valeur et la plus-value. Ses formes organisationnelles majeures sont les fonds de pension et de placement collectif. Pour moi, le terme « néolibéralisme » a, à peu près, la même valeur conceptuelle que celui de « keynésianisme », même si le contenu politique et social en est, bien sûr, très différent. Je m'en sers pour désigner l'ensemble des politiques de libéralisation et de déréglementation des flux financiers, de l'investissement direct à l'étranger et des échanges commerciaux. Les politiques néolibérales ont mis fin, totalement ou partiellement selon les pays, d'une part, aux limites posées à l'exploitation des prolétaires (terme générique désignant ceux qui ne peuvent pas subsister s'ils ne parviennent pas à vendre leur force de travail) par le capital ; elles ont également aboli le cloisonnement du marché mondial par la protection douanière, le contrôle sur l'investissement direct à l'étranger (IDE) et les mouvements de capitaux de placement, qui existaient depuis les années 1930.

A.M. : « Néolibéralisme » serait donc une notion aux multiples visages ?

Claudio Katz (C.K.) : Je donne effectivement à la notion divers sens : 1) celui d'une pratique économique et d'un projet d'accumulation des classes dominantes, 2) celui d'une tentative de soumettre les opprimés et d'un instrument de régimes politiques autoritaires, et enfin, 3) celui d'un idéologie droitière. Je recours à cette notion pour caractériser la période actuelle du capitalisme et décrire le modèle mis au banc d'essai en Amérique latine dans les années 1990. L'offensive néolibérale a permis un saut qualitatif dans la mondialisation (par quoi j'entends le degré d'internationalisation de l'économie) en faveur des sociétés qui opèrent à échelle mondiale. Elle a également contribué à la réalisation des transformations de la finance, qui contribuent à cette restructuration capitaliste (en particulier, la déréglementation bancaire, et la gestion « actionnariale » des entreprises).

David Harvey (D.H.) : J'utilise fréquemment le terme, et je viens d'ailleurs d'écrire *Une brève histoire du néolibéralisme.* Je distingue, d'une part, la théorie « politico-économique » du néolibéralisme et son habillage éthique, culturel et idéologique, et, d'autre part, l'appel qui est fait à la théorie aux fins de consolider et restaurer le pouvoir de classe. Les pratiques du néolibéralisme (distinctes de sa théorie) reposent sur une

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

forte intervention étatique visant à assurer l'intégrité du système financier, quel qu'en soit le coût (par des opérations de renflouement si nécessaire), et à créer un « climat favorable aux affaires » (avec tout ce que cela implique en termes de discipline du travail, de privatisation des actifs, de maintien des impôts à des niveaux faibles, de coupes dans les prestations sociales et d'investissement dans des infrastructures favorables au capital). Le néolibéralisme définit un cadre institutionnel, politique et idéologique au sein duquel le capitalisme jouit de davantage de liberté de manœuvre.

A.M. : Quel rapport avec l'impérialisme ?

Samir AMIN : La mondialisation n'est pas pour moi un phénomène nouveau, mais une caractéristique fondamentale et permanente du capitalisme à tous les stades de son développement depuis cinq siècles. Cette mondialisation permanente est génératrice du contraste centres-périphéries et, partant, synonyme d'impérialisme. Je ne définis pas l'impérialisme comme une étape récente du capitalisme mais comme un stade « permanent » de son expansion.

A.M. : Mais le néolibéralisme a-t-il modifié les contenus de l'impérialisme ?

C.K. : Je crois en effet que le néolibéralisme a rendu possible trois traits caractéristiques de l'impérialisme contemporain : le transfert des ressources depuis les pays de la périphérie vers les capitalistes du centre, la recolonisation politique et l'intervention militaire des grandes puissances.

F.C. : A mon avis, le contenu actuel de la notion d'impérialisme doit être repensé. La mondialisation du capital désigne une période dans l'histoire du capitalisme, mais aussi un régime institutionnel international spécifique, politique autant qu'économique, construit au bénéfice du capital concentré. Sa consolidation a été marquée par un nouveau bond dans la centralisation du capital, dans la polarisation de la richesse, et dans l'évolution des systèmes politiques vers la domination d'oligarchies tournées exclusivement vers leur enrichissement et la reproduction de leur domination. Dans les pays capitalistes centraux du « Nord », ces oligarchies possèdent leurs bases sociales les plus solides là où dominent les systèmes de retraite de marché financier. Leurs bénéficiaires sont des individus dont l'appartenance sociale est éclatée, et la capacité à se différencier politiquement de la bourgeoisie se trouve diminuée, souvent fortement. D'un côté ce sont des salariés, de l'autre des gens dont le sort est lié au cours de la

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

Bourse et à l'efficacité de ponctions rentières planétaires. Dans des secteurs précis du « Sud » – la banque et les services financiers, l'agro-industrie, les mines et les métaux de base – on constate une accentuation aussi forte dans la centralisation et la concentration du capital. On a vu la formation d'oligarchies « modernes » puissantes assises sur de forts processus endogènes d'accumulation financière et la mise en valeur « d'avantages comparatifs » conformes au besoin des économies centrales, atouts naturels pour les produits de base et/ou l'exploitation d'une main-d'œuvre industrielle très bon marché. La transition accélérée au capitalisme de la Chine a renforcé le processus. Le pouvoir des oligarchies a été renforcé partout, dans ce pays, par la mutation ordonnée au capitalisme dirigée par l'appareil du Parti communiste chinois.

A.M. : Dans ce monde impérialiste, peut-on parler d'« hégémonie des États-Unis » ? Et si oui, dans quel sens ?

C.K. : Les États-Unis sont hégémoniques parce qu'ils sont en position de suprématie parmi les pays dominants. Ce leadership, qui est plus évident aux plans politique ou militaire que sur le terrain économique, confirme l'inexistence d'un empire abstraitement transnational. Les États-Unis ne sont pas à la tête d'un monde unipolaire, et n'ont pas soumis leurs concurrents. Mais, contrairement à ce qui se produisait dans le passé, ces rivalités ne se projettent pas sur un terrain belliqueux.

S.A. : Je préfère parler de leadership des États-Unis plutôt que d'hégémonie. Le projet des États-Unis vise à conforter leur leadership comme chefs de file de l'impérialisme collectif de la triade, en dépit des faiblesses de l'économie du pays, par le moyen du contrôle militaire de la planète.

A.M. : Comment articulez-vous la notion d'hégémonie à celles de néolibéralisme et d'impérialisme ?

D.H. : Dans le cas des États-Unis, il ne fait pas de doute que le néolibéralisme a été utilisé comme une arme dans le mouvement visant à établir l'hégémonie et la domination globales états-uniennes. Le rôle que les États-Unis ont assumé, après les années 1970, dans la finance globale, et l'usage qu'ils ont fait ensuite des institutions internationales, telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, furent à l'origine d'un processus de mise en relation : d'une interconnexion complexe entre les stratégies impérialistes états-uniennes et le tournant vers les politiques néolibérales. Mais

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

il serait erroné d'en déduire que le néolibéralisme n'a été le résultat que des seules politiques impérialistes des États-Unis, car les élites locales, du Mexique et du Chili jusqu'à la Chine et la Russie, sont, elles-mêmes, entrées dans le néolibéralisme (souvent avec l'aide des États-Unis) en en faisant un moyen de consolider leur pouvoir de classe. Une conséquence involontaire de l'appui états-unien à la « néolibéralisation » a été une détérioration du pouvoir économique global de ce pays, relativement à l'Est et au Sud-Est asiatique, en particulier. J'aime marquer une différence entre la domination et l'hégémonie états-uniennes. J'analyse la situation des États-Unis en distinguant : production, finance, technologie, culture et pouvoir militaire. Il n'y a que dans ce dernier domaine que les États-Unis sont clairement dominants.

F.C. : J'ai abordé, pour ma part, l'analyse de la mondialisation en partant, d'une part, du rôle primordial joué par l'investissement direct à l'étranger, puisque ce sont les sociétés transnationales qui organisent l'exploitation que le capital de placement s'approprie, et d'autre part, de la position hégémonique des États-Unis. À mes yeux, ceux-ci ont été, à la fois, le point de départ des principales impulsions de la mondialisation du capital contemporaine, le point d'impact en retour de beaucoup des plus fortes tensions engendrées par celle-ci, et aussi le principal champ et le principal point d'observation des formes contemporaines de l'accumulation du capital. Aujourd'hui, cette focalisation sur les États-Unis doit être revue. Il faut examiner les limites croissantes que rencontre son hégémonie. C'est une dimension centrale de la discussion qu'il faut ouvrir, j'y reviens, sur le contenu actuel de la notion d'impérialisme. L'une des caractéristiques du début des années 2000 est le découplage géopolitique entre les places financières qui sont les bastions du capital de placement – et qui sont situées dans les pays qu'il faut continuer de nommer, avec Lénine, les États rentiers, au premier chef, les États-Unis – et les pays, situés notamment en Asie, où s'effectue l'« accumulation effective ». C'est en Asie qu'a lieu l'incorporation de centaines de millions de nouvelles recrues dans l'armée des prolétaires exploités par le capital, conjointement à l'accumulation des nouveaux moyens de production et de communication que cette exploitation exige. Étant donné la dimension, le passé historique et les structures politiques de pays-continents comme la Chine et l'Inde, ce découplage a des implications majeures. Face à de tels pays, ce n'est sans doute pas

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

impunément que les États-Unis auront choisi d'élever au niveau de toute une économie, la stratégie de la *hollow corporation* (société vide). L'analyse des modalités et les conséquences du déplacement du cœur de l'accumulation effective et de l'entrée en scène de la Chine et de l'Inde comme puissances capitalistes, changera notre perception de l'hégémonie états-unienne, et donc notre définition de l'impérialisme.

A.M. : Le rapport entre néolibéralisme et capitalisme est l'objet de controverses au sein des critiques de la phase actuelle du capitalisme. Faire le procès du néolibéralisme témoigne-t-il du refus de mettre en question le capitalisme ?

M.I. : Non, à l'inverse. Dans le néolibéralisme, le capitalisme révèle ses lois de mouvement, sous des formes débridées. Le capitalisme a considérablement renforcé ses mécanismes d'exploitation et de destruction vis-à-vis des êtres humains et de la nature ; il a élargi les écarts entre les classes et entre le centre et la périphérie ; il a augmenté l'instabilité et les difficultés de la vie économique des gens. C'est pourquoi, à mon avis, les bases mêmes du fonctionnement du capitalisme sont de plus en plus à mettre en question, et, tôt ou tard, elles susciteront un renouveau d'intérêt concernant la possibilité du socialisme démocratique. Déjà les mouvements populaires anticapitalistes se renforcent dans les assemblées du mouvement altermondialiste, dans les forums sociaux et en d'autres occasions, en particulier dans les pays d'Amérique Latine.

S.A. : Les termes « néolibéralisme », « mondialisation », « financiarisation », que j'utilise comme beaucoup, n'ont pour moi qu'un sens descriptif limité de la réalité du capitalisme contemporain. Le néolibéralisme n'est que l'expression extrême des tendances inhérentes au capitalisme, dont la conjoncture politique actuelle permet la mise en œuvre. Au-delà d'une critique du néolibéralisme, s'impose celle du capitalisme. Je ne crains pas de faire usage du terme de socialisme, seule alternative souhaitable au capitalisme-impérialisme, par contraste avec la barbarie à laquelle conduit la poursuite de l'expansion capitaliste. Le socialisme en question n'est pas synonyme de celui mis en œuvre par la première vague historique de remises en cause du capitalisme. Il reste à inventer.

D.H. : La critique du néolibéralisme est, de toute évidence, celle d'une forme particulière de capitalisme, mais il n'y a

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

pas de raison interdisant d'intégrer cette critique dans celle du capitalisme en général. Pourtant, on peut également soutenir qu'on pourrait construire une « meilleure forme » de capitalisme, du point de vue des exclus, des opprimés et de la classe ouvrière. La question du socialisme, comme alternative, doit être abordée avec davantage de clarté, puisqu'il n'y a pas d'idée dominante à laquelle nous puissions nous référer à ce propos.

C.K. : Je crois aussi que, puisque la critique du néolibéralisme permet de mettre en lumière certaines particularités du capitalisme contemporain, il serait tout à fait erroné d'esquiver ce concept. Mais il faut bien identifier les points qui relient le néolibéralisme à la crise du capitalisme, alors que ces maillons sont éludés par l'hétérodoxie keynésienne. Face à cette omission, il convient de rénover le projet socialiste, afin d'éviter que l'absence d'alternatives ne conduise à la résignation.

A.M. : Jugez-vous « marxiste » votre cadre d'analyse lorsque vous traitez de ces questions ?

S.A. : Je me considère commemarxiste au sens où, pour moi, être marxiste, c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine ou Mao.

D.H. : Je considère mon analyse comme « marxiste », mais je m'appuie beaucoup sur mon propre travail d'interprétation, tel que je l'ai proposé dans *Les limites du Capital,* pour définir mon cadre analytique.

F.C. : Quand on sait que Marx a récusé le terme « marxiste » pour ce qui concernait son propre travail, on hésite à appliquer l'adjectif à soi-même. Marx a été pour moi une source d'inspiration inépuisable et toujours renouvelée, y compris pour la théorie de la mondialisation. Aucun théoricien ne dépasse Marx. Je dois beaucoup à Rosa Luxembourg sur la question des mécanismes d'appropriation et de centralisation mondiaux de la valeur et du surproduit, comme sur celle de la place du militarisme dans l'accumulation. Je suis très endetté à l'égard de Trotski pour la manière dont il a pensé le marché mondial et la lutte des classes mondiale à partir du concept de totalité si important pour Marx. Aujourd'hui, il serait indispensable de se réapproprier sa théorie du développement inégal et combiné. À côté d'eux, Hilferding a le statut d'un bon économiste spécialisé, et Lénine celui d'auteur d'une puissante synthèse (il lui donne lui-même pour sous-titre « essai de vulgarisation ») dont il n'aurait pas accepté qu'elle prenne le caractère d'un texte religieux.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

M.I. : Je suis marxiste, en effet. La loi de mouvement fondamentale des économies capitalistes, dont Marx donna l'analyse la plus systématique, est à nouveau évidente, dans ses modalités contemporaines, avec tous ses effets indésirables. La notion de capital financier d'Hilferding, telle que reformulée dans divers modèles par l'école japonaise de Koso Uno (1897-1977), est des plus utiles pour analyser l'accumulation capitaliste dans son étroite relation aux marchés financiers. Les notions d'impérialisme et de monopole, de Lénine, ont eu leur pertinence historique, mais elles ne peuvent pas être appliquées directement à l'économie mondiale contemporaine.

C.K. : Mon analyse est marxiste. Je recours à une méthode d'analyse matérialiste pour explorer la dynamique de l'exploitation et de la lutte des classes. J'attache beaucoup de prix aux analyses d'Hilferding et de Lénine. Je comprends la théorie de l'impérialisme comme une explication des inégalités croissantes qu'engendre l'accumulation du capital à échelle mondiale. J'utilise l'expression « impérialisme classique » pour distinguer une étape historique spécifique du libre-échange, mais je n'emploie pas le terme « impérialisme » comme synonyme de « phase ultime du capitalisme ».

A.M. : Le dossier de ce numéro d'Actuel Marx a pour objet une éventuelle fin du néolibéralisme. Le néolibéralisme a-t-il, selon vous, de l'avenir ?

S.A. : Je suis convaincu que l'ordre néolibéral n'est pas viable. Ses contradictions grandissantes doivent conduire soit à son dépassement par l'amorce de la longue transition au socialisme mondial soit à la barbarie.

D.H. : Le néolibéralisme est une forme politico-économique, dont les contradictions convergent rapidement dans des configurations de quasi-crise. Ces crises sont : économique (en particulier le déséquilibre global entre, par exemple, les États-Unis et la Chine, l'endettement incroyable public et privé aux États-Unis), politique (la domination de classe est fragile et commence à susciter des révoltes, en particulier en Amérique Latine), et idéologique (la promesse de la liberté individuelle n'est pas tenue, et les institutions démocratiques sont dans un état lamentable).

A.M. : Quelles sont donc les principales contradictions de l'ordre néolibéral, et sont-elles susceptibles de conduire à son dépassement ?

G.A. : Les deux principales contra-

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

dictions du néolibéralisme proviennent de ses tendances, faisant contraste, à détruire les modes de vie établis et à créer de nouveaux centres d'accumulation du capital. La destruction des modes de vie engendre des « contre-mouvements » d'autoprotection sociale et culturelle qui défient le néolibéralisme, principalement « par en bas ». La création de nouveaux centres d'accumulation du capital, à l'inverse, engendre des luttes relatives à la répartition des positions et pouvoirs, nationalement et internationalement, qui défient le néolibéralisme, principalement « par en haut ». L'interaction et l'intersection de ces défis peuvent certainement conduire à l'établissement d'un nouvel ordre mondial. Mais, savoir s'ils y parviendront et comment, reste, pour l'heure, une question ouverte. Pour le moment, il ne fait pas de doute que ces tendances engendrent davantage de désordre que d'ordre, et, plutôt que de l'ordre, nous devrions parler du désordre néolibéral.

M.I. : Je crois également que le néolibéralisme est miné par diverses incohérences. Entre autres, l'usage du pouvoir militaire par l'impérialisme états-unien dans des pays de la périphérie, comme l'Irak, nous rappelle les traits de l'impérialisme du libre-échange du milieu du XIXe siècle, et conduit à douter de la capacité du capitalisme à établir de manière conséquente, un ordre caractérisé par le libre fonctionnement du marché, contre l'idéologie néolibérale. Parmi les contradictions de l'ordre néolibéral, difficiles à résoudre par les principes du marché et susceptibles de conduire à l'affirmation d'une nouvelle étape, les aspects suivants me semblent importants : 1) l'impérialisme militaire des États-Unis ; 2) l'instabilité financière multipliant les bulles spéculatives et leur explosion avec le système des changes flottants ; 3) l'instabilité et la difficulté croissantes de la vie économique parmi les travailleurs, en parallèle à la dépopulation tendancielle dans les pays avancés ; 4) des effets dévastateurs sur l'environnement écologique, y compris le ré-chauffement planétaire.

C.K. : L'ordre néolibéral segmente la consommation et accroît la surproduction. Sa conséquence principale est un élargissement de la polarisation sociale qui tend à déboucher sur des grandes confrontations entre les classes dominantes et les majorités opprimées.

A.M. : Faut-il considérer que les désordres du néolibéralisme susciteront l'apparition de nouveaux ajustements plutôt qu'une fin du néolibéralisme ?

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

M.I. : Les contradictions du néolibéralisme devraient être tempérées, on peut le souhaiter, par les actions conscientes contre le militarisme et les tentatives d'influer sur les politiques en faveur d'une re-régulation des économies de marché capitalistes. Un nouveau système monétaire international, à partir de l'expérience de l'euro, et d'autres tentatives, tel que l'établissement d'une Taxe Tobin, pourrait s'affirmer, afin de lutter contre l'instabilité monétaire. La possibilité de reconstruire des politiques de protection sociale (l'État du bien être) face à l'économie capitaliste mondialisée, dépend aussi de la revitalisation du pouvoir social populaire, y compris du mouvement syndical.

D.H. : Ce qui va s'affirmer dépendra des forces de classe et de la manière dont la « politique » des classes va fonctionner. Aux États-Unis, le meilleur dénouement politique qu'on puisse espérer est le retour vers une sorte de compromis keynésien, mais, dans le mouvement néoconservateur (Bush), on observe de fortes indications signalant un tournant autoritaire/militariste. Ailleurs, par exemple, en Amérique Latine, des solutions populistes peuvent émerger et on observe également des tendances fortes vers le protectionnisme dans d'autres lieux. Le grand point d'interrogation est ce qui pourra survenir en Chine, avec sa prolétarisation massive, son urbanisation, sa formation en classe et ses excédents de main-d'œuvre.

G.A. : Keynésianisme, protectionnisme, autoritarisme et socialisme sont probablement des termes inadaptés pour décrire l'ordre, quel qu'il soit, qui sortira du désordre engendré par le néolibéralisme. Après tout, sous Reagan et, surtout, Bush, les États-Unis ont pratiqué des politiques ultra-keynésiennes de déficit budgétaire, ainsi que de nouvelles formes de protectionnisme (par exemple, par l'imposition de nouvelles formes de restrictions « volontaires » d'exportation). Les deux alternatives les plus vraisemblables aux désordres (chaos) sans fin et irrémédiables sont un ordre ultra-impérialiste centré sur les États-Unis et l'Europe, et une société mondiale de marché centrée sur l'Asie. Laquelle de ces alternatives prévaudra, et avec quel degré général de justice et de démocratie, reste une question ouverte.

A.M. : C'est encore une fois le sens de la lutte contre le néolibéralisme qui est en jeu : réforme du capitalisme ou révolution ?

C.K. : Les projets « post-néolibéraux » opposent deux perspectives qui sont très nettement affirmées au sein du mouvement altermondialiste. Alors que les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France

perspectives keynésiennes proposent d'introduire des mécanismes de régulation capitalistes, les points de vue radicaux définissent des objectifs égalitaristes dont la pleine réalisation exige le dépassement du capitalisme. Seul ce dernier point de vue met en jeu les transformations nécessaires à l'élimination de la misère et de l'inégalité. Une augmentation de l'intervention étatique sans changements sociaux ne réduira pas les souffrances populaires. Aujourd'hui, savoir comment dépasser le néolibéralisme est le grand thème de discussion en Amérique Latine, face à certains gouvernements de centre-gauche qui adoptent une rhétorique anti-néolibérale mais perpétuent les abus sociaux des années 1990. Il y a beaucoup de scénarios possibles. Mais il existe un grand risque de frustration populaire si se développent les stratégies qui plaident en faveur d'une séparation radicale entre une première étape de lutte anti-néolibérale et une période anticapitaliste postérieure. Le dépassement du capitalisme exige l'adoption de réformes sociales qui affectent les intérêts des classes dominantes. Une telle action requiert la mise en place de mesures de rupture radicale avec le modèle existant, ainsi qu'une politique socialiste qui met l'accent sur les implications d'un projet d'émancipation sociale.

S.A. : À mon avis, il faut distinguer les étapes dans le combat pour le socialisme. Dans l'immédiat, je propose des stratégies qui s'assignent le double objectif de mettre en déroute le libéralisme impérialiste mondialisé (symbolisé par les politiques de l'OMC) et le projet états-unien de contrôle militaire de la planète.

D.H. : « Articuler » une alternative socialiste est maintenant possible mais beaucoup de travail et d'agitation restent à entreprendre pour avancer sur ces terrains.

M.I. : Le projet d'un socialisme « sain » ne peut être réhabilité qu'à partir des efforts populaires ; les vrais marxistes devraient coopérer, au plan international, pour en formuler les bases théoriques. ■

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.231.234.119 - 15/10/2016 10h58. © Presses Universitaires de France